

Nouveau Premier ministre : Macron se cache derrière la droite et le RN pour refuser de nommer Lucie Castets

La série de consultations du chef de l'État qui a débutée le vendredi 23 août avec toutes les composantes du Nouveau Front Populaire, s'est poursuivie avec le RN. Le président a annoncé, lundi soir, refuser de nommer Lucie Castets à Matignon et cherche à garder la main coûte que coûte.

Et si, dans la France de 2024, la gauche, même victorieuse, ne pouvait gouverner ? Bien qu'arrivé en tête aux élections législatives, le Nouveau Front populaire (NFP) se voit refuser la charge de former un gouvernement, avec à sa tête Lucie Castets, la candidate à Matignon de la coalition. Emmanuel Macron confirme son déni de démocratie.

« *Le NFP serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale. Un tel gouvernement disposerait donc d'une majorité de plus de 350 députés contre lui, l'empêchant de fait d'agir* », a annoncé le chef de l'État dans un communiqué peu avant 20 heures ce lundi.

Macron tente de déstabiliser le NFP

Ce dernier tente même un coup de force avec une alliance entre perdants des législatives sur le modèle du camp présidentiel entre 2022 et 2024 : « *Les échanges avec le groupe Liot et les partis Ensemble pour la République, Modem, Horizons, les Radicaux et UDI ont dessiné des voies de coalition et de travail commun possibles entre différentes sensibilités politiques.* » Elle ne pèserait que 188 députés contre 193 pour la gauche. Ainsi, il tente de diviser le NFP en tendant la main aux socialistes, aux Écologistes et aux communistes. Ce que ces derniers refusent.

Macronie, droite et extrême-droite avaient déjà accordé leurs violons. Parce que des insoumis pourraient être présents à la table du Conseil des ministres ? L'argument a été battu en brèche après que Jean-Luc Mélenchon a évoqué un éventuel soutien sans participation de la FI à un gouvernement Castets. En raison du « programme de rupture » du NFP, alors ? C'est bien ici que la réponse se trouve.

Emmanuel Macron a poursuivi lundi ses consultations. À l'Élysée, en plus des présidents des deux chambres, Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, il a reçu, dans la matinée, Marine Le Pen et Jordan Bardella pour le Rassemblement national, puis leur allié Éric Ciotti, président du groupe d'extrême droite à l'Assemblée, À droite ! Eux aussi comptent faire tomber, quoi qu'il en coûte, une équipe ministérielle du NFP. Avec les mêmes arguments, à la virgule près, que ceux du camp présidentiel. L'éventuelle absence d'insoumis « *ne change strictement rien* » pour Marine Le Pen car « *c'est Jean-Luc Mélenchon qui dirigera en réalité le gouvernement* ».

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2473 – Jeudi 29 août 2024

Migaud, Moscovici, Demurger... le bal des rumeurs reprend de plus belle

Pour la présidente du groupe RN au Palais Bourbon, « *il n'est pas question* » de laisser appliquer une « *politique qui viserait à aggraver considérablement l'immigration, à régulariser les clandestins* ». Alors qu'en réalité, c'est bien les mesures de justice sociale du NFP qu'elle craint.

Une fois au pouvoir, la gauche pourrait ainsi abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires ou encore réinstaurer une fiscalité plus juste. De quoi débusquer l'imposture de Marine Le Pen, qui voudrait liquider le report à 64 ans de l'âge de départ à la retraite dans la niche parlementaire de son groupe, le 31 octobre, et ainsi en tirer les bénéfices politiques.

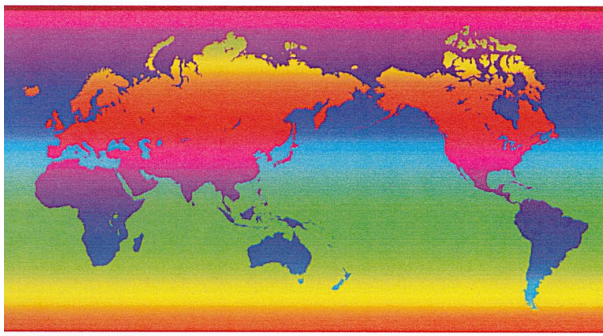
Les macronistes ne disent pas autre chose, à l'instar du député Mathieu Lefèvre, lequel assure que l'application du programme du NFP serait « *une triple catastrophe pour le pays : catastrophe économique, catastrophe fiscale et catastrophe sécuritaire* ». C'est pourquoi Gabriel Attal jure, auprès des députés du groupe qu'il préside, que la « *censure* » est « *inévitabile* » et dénonce un « *coup de force de Jean-Luc Mélenchon* ». Et tant pis si la gauche est arrivée en tête des élections...

Emmanuel Macron, dont l'objectif jusqu'ici était de nommer un premier ministre d'ici à mercredi et la cérémonie d'ouverture des jeux Paralympiques, dit reprendre un cycle de consultations, ce mardi. Le Nouveau Front populaire refuse alors d'y participer. La coalition ne se rendrait à l'Élysée que « *pour travailler sur les modalités de cette cohabitation* » : « *Nous attendons du président de la République qu'il agisse en garant des institutions en tirant la seule conclusion politique d'un scrutin qu'il a lui-même décidé : la désignation de Lucie Castets* », persistent la candidate et les quatre chefs de parti.

D'après *la Tribune du dimanche*, le chef de l'État a d'autres idées en tête pour trouver un chef de gouvernement. La coalition de son camp s'est montrée « *ouvert(e) à soutenir un gouvernement dirigé par une personnalité qui ne serait pas issue de (ses) rangs* », indique le chef de l'État dans son communiqué. Sont évoqués les noms de Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes, Pascal Demurger, directeur général de la Maif, ou encore Jean-Dominique Senard, dirigeant de Renault. Une façon pour Emmanuel Macron d'essayer de brouiller les frontières de la majorité. ■

Enjeux internationaux : exigence d'une politique de paix et de sécurité collective

L'actualité de l'été aura démontré, s'il en était encore besoin, l'importance d'exigences élevées en termes de politique de paix et de sécurité collective, et d'une autre orientation de la politique de la France, alors que celle menée par Macron mène à un effacement toujours plus grand. Dans le maelstrom de l'exacerbation des



concurrences, dans le contexte de la réorganisation des rapports de forces entre puissances et multinationales, de recomposition des alliances, de cette mondialisation capitaliste émietlée, les risques de généralisation des conflits sont donc fortement présents. Les tensions géopolitiques, financières, sociales, pour le contrôle des ressources énergétiques sont toujours plus étroitement imbriquées. De même, l'intrication des rivalités régionales et internationales est de plus en plus étroite. Les prochaines semaines vont être marquées par des événements internationaux importants (sommet des BRICS à Kazan en octobre, élections aux USA début novembre...). Avant même ces échéances, la volatilité armée et dangereuse de la situation au Proche-Orient, selon les débouchés très incertains des négociations en cours à Doha et au Caire, et en Ukraine, peuvent provoquer à tout moment une accélération incontrôlable de l'escalade guerrière.

Cela implique quatre exigences :

- ♦ **Porter une attention aux dynamiques de la recomposition du monde et à leurs contradictions.** La dédollarisation des échanges se poursuit, lentement mais sûrement. Les banques centrales russe et indienne sont en train de travailler à l'établissement d'un taux de change de référence entre le rouble et la roupie pour faciliter leurs échanges sans passer par le dollar. L'émergence du « sud global » et des BRICS et un phénomène profond, cela ne va pas sans contradiction sur les moyens et même les objectifs parmi l'ensemble des acteurs, ni encore moins sans rapport de force en leur sein. Les résultats et contradictions du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai qui s'est réuni à Astana début juillet le montrent clairement, notamment sur les priorités de développement des circuits énergétiques et sur la connexion entre les différentes initiatives qui se développent en Eurasie (Nouvelles Routes de la soie ; Route internationale trans-caspienne contournant la Russie, pour laquelle l'UE a aussi un intérêt stratégique ; corridor Nord-Sud entre la Russie, l'Iran et l'Inde pour contourner les sanctions occidentales contre la Russie). La question de la sécurisation des transports énergétiques est

donc absolument centrale, alors que les rivalités s'exacerbent. Ce n'est donc pas un « contre-bloc » qui émerge mais une aspiration globale.

- ♦ **Combattre les logiques de blocs.** Le sommet de l'Otan qui s'est tenu à Washington a contribué à renforcer la logique de blocs de l'Alliance atlantique, en

réaffirmant la stratégie de « l'Otan global », à destination de l'Europe mais également de l'Asie. Ce plus, la déclaration qui en est issue réaffirme l'objectif de créer un espace euro-atlantique de libre-échange en matière d'industrie de défense, au bénéfice des industries américaines. Cela pose d'une manière aiguë l'exigence de l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe et celle de la capacité d'action de notre pays en toute indépendance.

- ♦ **Faire entendre la voix de la diplomatie et des solutions politiques.** Le cessez-le-feu au Proche-Orient et la libération des otages est indispensable. Il impose de renforcer la pression sur le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu par des sanctions, c'est-à-dire la suspension de l'accord d'association avec l'UE et la fin des exportations d'armes et de la coopération militaire. La reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale aux côtés de l'Etat d'Israël doit être une priorité. La déclaration issue de la rencontre entre le PC israélien et le PPP palestinien est de ce point de vue un point d'appui. L'avenir des négociations de paix en Ukraine, qui est posé avec l'invasion de la région de Kursk, doit également demeurer un axe fort de la politique de la France. Il s'agit d'aller à l'inverse de l'engrenage actuel, alors que les USA viennent d'annoncer le déploiement de missiles de longue portée en Allemagne. N'oublions pas non plus les conflits négligés, car ils explosent toujours à la face du monde, au Soudan, en RDC. Selon l'agence internationale des migrations de l'ONU, le Soudan se trouve à un « point de rupture cataclysmique ».

- ♦ **Enfin le renforcement des liens de solidarité internationale et du dialogue politique entre les partis progressistes, communistes et ouvriers, avec la gauche européenne et internationale.** Le PCF a multiplié les entretiens bilatéraux au cours de la dernière période, pour se nourrir des différents apports et des différents points de vue, mais également pour envisager avec eux les moyens d'élaborer des cadres de solidarité plus efficaces et plus réactifs aux enjeux réels pour les peuples. ■

Faire vivre l'héritage sportif, culturel, social et féministe des Jeux olympiques et paralympiques !

Le constat est partagé dans le monde entier, les Jeux Olympiques de Paris sont réussis et le PCF souhaite un succès tout aussi grand aux jeux paralympiques. Ce fut surtout une grande fête populaire : « quinze jours heureux » portant haut l'idéal de paix dans un contexte national et international très tendu. Nous ne devons pas boudier ce parfum de bonheur. C'est aussi le fruit d'un combat politique.

Depuis les années 80, le PCF a toujours plaidé pour la candidature de Paris avant même qu'elle soit reprise et défendue par d'autres formations politiques et la ville de Paris.

Paris a été incontestablement un tournant dans l'histoire des Jeux, un souffle nouveau.

Le PCF appelle à faire vivre l'héritage de ces Jeux :

- L'héritage sportif en prenant des mesures d'urgence pour que les associations sportives puissent accueillir correctement les nouveaux adhérents dès la rentrée. Pourquoi ne pas lancer un fonds exceptionnel à Paris 2024 afin d'aider les clubs et les collectivités face aux nouvelles demandes ? Pourquoi ne pas décréter dès la rentrée la mise en œuvre de 4 h d'EPS dans tous les établissements scolaires ? Pour cela, le Nouveau Front populaire devrait vite lancer un plan de rattrapage des équipements sportifs et consacrer 1 % du budget de la nation au développement du sport.

- L'héritage culturel pour donner des suites à la création culturelle et artistique qu'a constitué la cérémonie d'ouverture qui a enchanté des milliards de téléspectateurs, à milles lieues des semeurs de haine d'extrême droite maugréant leur obsession identitaire.

- L'héritage social dans le prolongement de la charte sociale qui a été signée pour protéger les travailleurs sur les chantiers des Jeux, l'aboutissement d'un long combat syndical porté en particulier par Bernard Thibault. Et il faudra créer les conditions de rendre pérenne la reconquête de la Seine après de longues années de dépollution.

- L'héritage féministe avec des Jeux à parité, l'aboutissement d'un combat féministe initié par Alice Milliat, la clôture par le marathon féminin... ainsi que pour la première fois un plan féministe organisé par la ville hôte dont les 12 "safes places" contre les violences sexistes et sexuelles et les 20000 passeports parisiens des droits des femmes et le site féministe de la cité audacieuse impulsés par Hélène Bidard.

Si demain le Nouveau Front populaire est amené à gouverner, le premier dossier du ou de la ministre des Sports sera l'héritage de ces Jeux : transformer « ces jours heureux » en mesures concrètes et pérennes !■

Gaza : la France doit agir maintenant !

Les négociations pour un cessez-le-feu à Gaza, à Doha n'ont à ce jour donné aucun résultat tangible. Il y a cependant urgence et nécessité historique de trouver un accord. Sinon, les risques sont grands de voir l'exacerbation des rivalités entre puissances internationales ou régionales mener à la généralisation de la guerre.

Pendant ce temps-là, Benyamin Netanyahu prend la responsabilité de pousser la région au bord du précipice. Les massacres de masse, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par le gouvernement d'extrême droite se poursuivent et s'intensifient à Gaza. Ce qui rend de plus en plus aléatoire la vie des otages détenus depuis le 7 octobre. Les colons d'extrême droite sont en train d'annexer la Cisjordanie et commettent des exactions et crimes en série contre la population palestinienne. Les enchères ne cessent de monter entre le pouvoir israélien et le régime des mollahs en Iran. Les plus grandes incertitudes sont de mise sur une possible riposte iranienne à la récente exécution du chef du Hamas à Téhéran. Dans ce cadre, les échanges de tirs entre l'armée israélienne et le Hezbollah sont permanents, avec pour premières victimes les 200 000 Libanais et les 200 000 Israéliens des zones frontalières, qui se voient forcés de fuir. Les Etats-Unis profitent de ces tensions pour redessiner leur présence impériale dans la région par le renforcement de leur force militaire. Toute la région se trouve assise sur une poudrière et les peuples sont les premières victimes. Le PCF exprime sa solidarité avec les peuples, palestinien, israélien, libanais, iranien, irakien, jordanien, syrien qui éprouvent déjà les conséquences de la guerre dans leur chair ou vivent dans l'angoisse. Il exprime également sa solidarité avec les forces qui, dans ces différents pays, portent une exigence de paix.

Il exige que la France, tragiquement absente, agisse pour mettre en œuvre les résolutions de l'ONU pour un cessez-le-feu des 25 mars et 10 juin 2024.

Le PCF appelle pour cela la France à prendre toutes les mesures nécessaires pour une issue de paix au Proche-Orient et pour un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, la libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens. La France doit prendre l'initiative d'une coalition internationale pour un cessez-le-feu et pour la paix, avec l'ensemble des Etats qui portent cette exigence, pour assurer la sécurité collective des peuples au Proche et au Moyen-Orient, sur la base du droit international, des résolutions de l'ONU et des principes de la charte des Nations Unies. Elle doit reconnaître l'Etat de Palestine sur la base des frontières de 1967 aux côtés de l'Etat d'Israël et faire respecter les décisions de la CIJ pour prévenir tout risque de génocide à Gaza et suivre les recommandations du procureur de la CPI afin que Netanyahu et les dirigeants du Hamas soient traduits devant la justice internationale. L'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban doivent être respectés.■

Face au coup de force antidémocratique, l'heure est au sursaut populaire !

Le Président de la République a annoncé hier par communiqué refuser la nomination de Lucie Castets comme Première Ministre d'un gouvernement du Nouveau front populaire invoquant une menace pour « la stabilité institutionnelle » de notre pays.

Cette décision est un coup de force antidémocratique inacceptable lourd de dangers pour la République.

La réalité est que le Président de la République n'accepte pas le verdict des urnes et tout changement de politique.

Le parti présidentiel, la droite républicaine et le Rassemblement national ont passé un pacte pour satisfaire les marchés financiers et poursuivre la politique d'austérité menée depuis plus de sept ans par le pouvoir.

Le PCF est déterminé à poursuivre le combat pour les mesures attendues par le pays, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et des pensions, l'amélioration des conditions de travail et de nouveaux droits pour les salariés, la reindustrialisation du pays, le développement de l'emploi et des services publics financés par une toute autre utilisation de l'argent pour répondre aux besoins.

Notre parti ne participera pas au simulacre de consultations que poursuit le Président de la République dans le but de justifier son coup de force et légitimer une décision déjà prise.

Le PCF appelle à la mobilisation populaire, des forces du Nouveau front populaire et de toutes les forces vives du pays qui partagent l'urgence sociale et démocratique pour rendre incontournable les exigences de changement que les Français et les Françaises ont exprimé lors des élections. Et il appelle nos concitoyens à investir massivement la Fête de l'Humanité pour en faire le grand rendez-vous de la construction de l'alternative politique en cette rentrée. ■

Communiqué du PCF, 27/08/2024

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
.....
CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

CUPIDITE AU MEDEF

Chez la grosse A-drienne de Mon-ta-lant/ A-vec l'a-mi Jo-jo/ Et a-vec l'a-mi Pierre On al-lait boire nos vingt ans/ Jo-jo se pre-nait pour Vol-tai-re/ Et Pier-re pour Ca-sa-no-va/ Et moi, qui é-tais le plus fier/ Moi je me pre-nais pour moi/ Et quand vers mi-nuit, pas-saient les no-taires/ Qui sor-taient de l'Hô-tel "Des Trois Fai-sans"/ On leur mon-trait notr'cul et non bonn's ma-nières/ En leur chan-tant : Les bour-geois c'est comm' les co-chons/ Plus ça de-vient vieux, plus ça de-vient bête,/ Les bour-geois c'est comme les co-chons/ Plus ça de-vient vieux plus ça de-vient... Le coeur bien-au chaud,/ Les yeux dans la bière

Chez la grosse A-drienne de Mon-ta-lant/ A-vec l'a-mi Jo-jo/ Et a-vec l'a-mi Pierre/ On al-lait brû-ler nos vingt ans/ Vol-tair' dan-sait comme un vi-cai-re/ Et Ca-sa-no-va n'o-sait pas/ Et moi, qui é-tais le plus fier/ Moi, je me pre-nais pour moi/ Et quand vers mi-nuit pas-saient les no-taires/ Qui sor-taient de l'Hôtel "Des Trois Fai-sans"/ On leur mon-trait notr'cul et nos bonn's ma-nières/ En leur chantant : Les bour-geois c'est comm' les co-chons/ Plus ça de-vient vieux, plus ça de-vient bête,/ Les bour-geois c'est comme les co-chons/ Plus ça de-vient vieux plus ça de-vient... Le coeur au re-pos,/ Les yeux bien sur terre/ Au bar de l'Hô-tel "Des Trois Fai-sans"/ A-vec Maî-tre Jo-jo,/ Et a-vec Maî-tre Pierre/ En-tre no-taires on pass' le temps Jo-jo par-le de Vol-tai-re/ Et Pier-re de Ca-sa-no-va/ Et moi, qui suis res-té le plus fier/ Moi, je parle en-core de moi/ Et c'est en sor-tant,/ Mon-sieur l'Com-mis-saire/ Que tous les soirs de chez la Mon-ta-lant,/ De jeu-nes "peigne-cul" nous mon-trent leur der-rière/ En leur chan-tant : Les bour-geois c'est comm' les co-chons/ Plus ça de-vient vieux, plus ça de-vient bête,/ Les bour-geois c'est comme les co-chons/ Plus ça de-vient vieux plus ça de-vient... Chanson «Les bourgeois» créée en 1961 par Jacques Brel (né Jacques Romain Georges Brel, chanteur, auteur, compositeur, 1929-1978). Après avoir fustigé sans aucune retenue le programme du Nouveau Front Populaire, le MEDEF (mouvement des entreprises de France) appelle le Président de la République "à faire le choix du pays plutôt que celui des intérêts partisans". Quel culot! Le MEDEF c'est 119 organisations territoriales, 100 fédérations représentant 420 syndicats professionnels regroupant l'ensemble des secteurs d'activité et 16 organisations associées et partenaires, comptant plus de 200 000 entreprises adhérentes dont une majorité de TPE-PME (très petites et moyennes entreprises). En France, plus d'un salarié du privé sur deux travaille dans une entreprise affiliée au réseau MEDEF. Ce dernier critique «Un alourdissement de la fiscalité sur les particuliers comme sur les entreprises, une revalorisation brutale du SMIC et une indexation automatique des salaires sur l'inflation, un renoncement à la réforme des retraites ou à celle du marché du travail, un blocage des prix (qui) auraient inmanquablement des effets récessifs, plongeant la France dans une crise économique profonde et durable». Il ajoute «...Nous avons plaidé pour plus de rationalité économique et davantage de transparence... Nous avons aussi rappelé le rôle central des entreprises, pôle de stabilité, pour créer et partager la valeur». Pour le patronat et les riches, la transparence, la rationalité et le partage de la valeur, c'est pas pour les travailleuses et travailleurs, premiers de corvée mal payés et méprisés. CGT, CFDT et autres, organisent la riposte dans les luttes. «Le capitalisme a besoin de monter les pauvres les uns contre les autres pour maintenir sa violence économique» dit Lilian Thuram dans l'Humanité magazine du 4 juillet. La crise c'est eux, la solution c'est nous. Non pas deishà's har (ne les laissons pas faire). ■

Roger La Mougne